

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JANVIER 1921

Proposition de loi ayant pour objet d'accorder aux femmes
le droit d'être témoin dans les actes notariés.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

L'article 37 du Code civil exigeait que les témoins des actes de l'état civil fussent du sexe masculin. Cette restriction, consacrant une inégalité entre l'homme et la femme, ne se justifiait pas. La loi du 7 janvier 1908 releva la femme de cette espèce d'infériorité, et supprima, dans l'article 37, la condition de sexe.

Mais cette réforme fut incomplète, car il est d'autres articles de nos lois qui consacrent la même inégalité.

Ainsi, aux termes de l'article 9 de la loi du 25 Ventôse an XI, organique du notariat, les actes seront reçus « par deux notaires ou par un notaire assisté de » deux témoins, *citoyens français*, sachant signer, et domiciliés dans l'arrondissement communal où l'acte sera passé ». Il s'agit ici des témoins instrumentaires.

Puis, selon l'article 11 de la même loi, « le nom, l'état et la demeure des » parties devront être connus des notaires, ou leur être attestés dans l'acte par » deux *citoyens* connus d'eux, ayant les mêmes qualités que celles requises pour » être témoins instrumentaires. » Ce sont les témoins certificateurs.

Enfin l'article 980 du Code civil dispose que « les témoins appelés pour être » présents aux testaments devront être *mâles*, majeurs, sujets du roi, jouissant » des droits civils ».

Or, il semble bien que l'exclusion des femmes, prononcée dans ces divers articles relatifs à la passation des actes authentiques notariés, ne se justifie pas plus que dans la rédaction des actes authentiques de l'état civil.

Dans les uns comme dans les autres, le rôle essentiel du témoin est de constater l'accomplissement des faits matériels qui se sont passés devant eux, et de signer l'acte. Peut-être pourrait-on ajouter, pour les actes notariés, que la

présence des témoins y est aussi exigée pour assurer la liberté des parties et les protéger contre toute tentative de contrainte physique.

Qu'est-ce qui rend la femme inapte à faire ces constatations ?

On n'aperçoit pas davantage en quoi les convenances empêcheraient la femme de remplir le rôle de témoin.

Et quoi que l'on ait prétendu parfois, il n'est pas exact que le fait d'être témoin dans un acte authentique soit une participation à l'exercice d'une fonction publique, d'où la femme serait exclue.

C'est donc à bon droit que l'on a fait remarquer l'inconséquence qu'il y a : à admettre la femme comme témoin en justice pour y certifier des faits parfois d'une extrême gravité, et de lui interdire de figurer, en la même qualité, à la passation du moindre acte notarié ; à défendre à la femme d'intervenir comme témoin dans un acte par-devant notaire et de l'autoriser, dans l'article 70 du Code civil, à être témoin dans l'acte de notoriété dressé par le juge de paix.

On peut donc affirmer que rien ne justifie le maintien dans notre législation d'une exclusion — survivance d'un ancien préjugé — qui semble placer la femme dans une situation d'infériorité vis-à-vis de l'homme. L'article 9 de la loi du 25 Ventôse an XI, relatif aux témoins *instrumentaires*, devrait donc être modifié dans ce sens.

La même revision devrait être faite dans l'article 11 qui concerne les témoins *certificateurs*, et dans l'article 980 du Code civil qui se rapporte aux témoins *testamentaires*. Pour réaliser cette réforme, il suffirait donc, à la rigueur, d'un texte analogue à celui de la loi italienne du 9 décembre 1877 : « Sont abrogées » toutes les dispositions légales qui excluent la femme du droit de servir de » témoin dans les actes publics ou privés. »

Mais, dans l'intérêt d'une bonne codification, il paraît préférable, comme nous l'avons fait pour les actes de l'état civil, d'introduire dans les articles mêmes la modification souhaitable ; d'autant plus qu'il y aura lieu d'admettre, dans chacune de ces dispositions, comme dans l'article 37, la restriction que le mari et la femme ne pourront être témoins ensemble dans un même acte. Ne formant souvent, en pratique, qu'une seule personnalité, il est logique de ne pas se contenter de l'attestation de deux époux dans les actes où la loi juge la présence de deux témoins nécessaire pour augmenter les garanties que ne présenterait pas l'attestation unique ⁽¹⁾.

I. — L'article 9 de la loi serait donc ainsi conçu :

« Les actes seront reçus par deux notaires ou par un notaire assisté de deux » témoins, *de l'un ou de l'autre sexe, Belges, majeurs, sachant signer, domiciliés* » dans la commune où l'acte sera passé. Toutefois, le mari et la femme ne pour- » ront être témoins dans le même acte. »

(1) KRECG, *Le Féminisme*, p. 220.

ANNEXE AU N° 59.

Proposition de loi ayant pour objet d'accorder aux femmes le droit d'être témoin dans les actes notariés.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 9 et 11 de la loi du 25 ventôse an XI et l'article 980 du Code civil sont modifiés comme il suit :

Loi du 25 ventôse an XI.

ART. 9. — Les actes seront reçus par deux notaires ou par un notaire assisté de deux témoins, de l'un ou de l'autre sexe, Belges, majeurs, sachant signer, domiciliés dans la commune où l'acte sera passé. Toutefois le mari et la femme ne pourront être témoins dans le même acte.

ART. 11. — Le nom, l'état et la demeure des parties devront être connus des notaires, ou leur être attestés dans l'acte par deux personnes connues d'eux, ayant les mêmes qualités que celles requises pour être témoins instrumentaires.

Code civil.

ART. 980. — Les témoins appelés pour être présents aux testaments de-

BIJLAGE VAN N° 59.

Wetsvoorstel tot verleening, aan de vrouwen, van het recht om getuige te zijn bij de notarieele akten.

EENIG ARTIKEL.

De artikelen 9 en 11 der wet van 25 Ventôse jaar XI en artikel 980 van het Burgerlijk Wetboek worden gewijzigd als volgt :

Wet van 25 Ventôse jaar XI.

ART. 9. — De akten worden verleden voor twee notarissen ofwel voor éénen notaris bijgestaan door twee getuigen van het mannelijk of van het vrouwelijk geslacht, zijnde Belg, meerderjarig, bekwaam om te teekenen en hebbende hunne woonplaats in de gemeente waar de akte verleden wordt. Man en vrouw kunnen echter niet getuigen zijn bij ééne en dezelfde akte.

ART. 11. — De naam, de betrekking en de verblijfplaats van partijen moeten den notarissen bekend zijn of hun in de akte worden bevestigd door twee, hun bekende personen, die aan alle vereischten voldoen om notarieele getuigen te zijn.

Burgerlijk Wetboek.

ART. 980. — De getuigen, genomen om tegenwoordig te zijn bij testamen-

vront être Belges, majeurs, sans distinction de sexe. Toutefois le mari et la femme ne pourront être témoins dans le même testament.	ten, moeten zijn Belg, meerderjarig, zonder onderscheid van kunne. Man en vrouw kunnen echter niet getuigen zijn van één en hetzelfde testament.
--	--

LÉON MABILLE.

R. COLAERT.

MICHEL LEVIE.

G. HUBIN.

P.-E. JANSON.



Le texte ancien portait que les témoins doivent être « citoyens français ». Il impliquait donc : a) d'abord la qualité d'homme ; b) puis la jouissance des droits politiques (voir art. 7 du C. C.), laquelle supposait la condition d'un *français majeur*, les étrangers ne pouvaient être témoins.

C'est pour maintenir à l'article 10 (nouveau) cette portée que, tout en innovant en ce qui concerne le sexe des témoins, il a été nécessaire d'insérer dans le texte (après la suppression de l'expression *citoyens français*) les mots *Belges, majeurs*.

II. — L'article 11, concernant les témoins certificateurs, serait suffisamment modifié en disant que « le nom, l'état et la demeure des parties devront être » connus des notaires, ou leur être attestés dans l'acte par deux *personnes* » connues d'eux, ayant les mêmes qualités que celles requises pour être témoins » instrumentaires ».

Ces derniers mots impliquent évidemment que le mari et la femme ne pourront non plus être témoins dans le même acte.

III. — Quant aux témoins testamentaires dont s'occupe l'article 980, il suffira de dire que « les témoins appelés pour être présents aux testaments devront » être Belges, majeurs, sans distinction de sexe. Toutefois le mari et la femme » ne pourront être témoins dans le même testament ».

Les mots « jouissant des droits civils » peuvent être supprimés sans inconvénient, puisque, aux termes de l'article 8, tous les Belges jouissent des droits civils.

A part le droit qu'il confère à la femme, l'article 980 nouveau conserve donc la même portée que l'article primitif.

L'adoption de cette proposition de loi marquera un pas en avant dans la voie où le législateur belge est entré — non sans circonspection — depuis quelques années

Nous l'avons vu successivement : permettre à une femme de s'affilier à une société mutualiste ou à une union professionnelle ; autoriser la femme mariée à se faire ouvrir un livret à la Caisse d'épargne et à y opérer des retraits, à toucher son salaire et à en disposer pour les besoins du ménage ; admettre la recherche de la paternité de l'enfant né hors mariage ; permettre à la femme d'être témoin dans les actes de l'état civil ; décider enfin que la femme pourra faire partie d'un conseil de famille et être appelée à la tutelle.

Le vote des modifications ici proposées aura pour conséquence de faire disparaître une des dernières inégalités infligées à la femme, même hors mariage : ce sera un nouveau mouvement vers un peu plus de justice.

Et, se plaçant au point de vue pratique, on peut dire que, dans tels cas donnés, l'extension accordée aux articles que vise la proposition, viendra en aide à l'officier public, lorsqu'il s'agira de trouver sur l'heure, comme dans la réception des testaments, les quatre, six et sept témoins idoines que requiert la loi.

LÉON MABILLE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JANUARI 1924.

Wetsvoorstel tot verleening, aan de vrouwen, van het recht om getuige te zijn bij de notarieele akten.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Krachtens artikel 37 van het Burgerlijk Wetboek moesten de getuigen bij de akten van den burgerlijken stand tot het mannelijk geslacht behooren. Deze beperkende bepaling, welke eene ongelijkheid tusschen den man en de vrouw bevestigde, was niet gewettigd. De wet van 7 Januari 1908 maakte een eind aan dit soort van minderwaardigheid en deed, in artikel 37, het vereischte van geslacht vervallen.

Deze hervorming was echter onvolledig; nog door andere artikelen onzer wetten wordt immers dezelfde ongelijkheid bevestigd.

Zóó moeten, naar luid van artikel 9 der wet van 25 Ventôse jaar XI op het notarisambt, de akten worden verleden « voor twee notarissen ofwel voor éenen » notaris bijgestaan door twee getuigen, *Fransche Staatsburgers*, bekwaam om » te teekenen en hebbende hunne woonplaats in het gemeentelijk arrondissement waar de akte verleden wordt ». Hier is er sprake van de notarieele of instrumentaire getuigen.

Verder moeten, volgens artikel 11 derzelfde wet, « de naam, de betrekking » en de verblijfplaats van partijen den notarissen bekend zijn of hun in de akte » worden bevestigd door *twee* hun bekende *Staatsburgers*, die alle vereischten » bezitten om notarieele getuigen te zijn ». Dit zijn de attesteerende getuigen.

Eindelijk wordt door artikel 980 van het Burgerlijk Wetboek bepaald dat « de getuigen, genomen om tegenwoordig te zijn bij testamenten, moeten zijn » *manspersonen*, meerderjarigen, onderdanen van den Koning, het genot der » burgerlijke rechten hebbende ».

Het komt nu voor, dat de uitsluiting der vrouwen, bekrachtigd door die verscheidene artikelen betreffende het verlijden van de notarieele authentieke

akten, evenmin gewettigd is als bij het verlijden van de authentieke akten van den burgerlijken stand.

In beide soorten van akten heeft de getuige hoofdzakelijk tot zending, vast te stellen dat de werkelijke handelingen, die in hun bijzijn geschied zijn, inderdaad plaats hadden, en de akte te teekenen. Wellicht zou men nog kunnen aanvoeren, wat de notarieele akten betreft, dat de tegenwoordigheid van de getuigen er ook vereischt wordt om de vrijheid van partijen te verzekeren en ze tegen elke poging van physieken dwang te beschermen.

Waarom zou de vrouw onbekwaam zijn om dit alles vast te stellen?

Men ziet evenmin in, waarom de vrouw welvoeglijkheidshalve niet zou mogen toegelaten worden als getuige.

En, wat men soms ook beweerd hebbe, waar is het niet dat het optreden als getuige bij eene authentieke akte gelijkstaat met eene deelneming in de uitoefening van een openbaar ambt, waaruit de vrouw zou gesloten zijn.

Terecht heeft men dus er op gewezen, hoe onlogisch het is : de vrouw als getuige voor de rechtbanken toe te laten om er feiten, die soms uiterst gewichtig zijn, te bevestigen, en haar te verbieden, als zoodanig op te treden bij het verlijden van eenige notarieele akte; aan de vrouw te verbieden getuige te zijn bij eene akte verleden voor notaris, en haar bij artikel 70 van het Burgerlijk Wetboek toe te laten getuige te zijn bij de akte van bekendheid opgemaakt door den vrederechter.

Men mag dus staande houden dat het behoud, in onze wetgeving, van eene nitsluiting — overblijfsel van een oud vooroordeel — waardoor de vrouw schijnt te verkeerren in een minderwaardigen toestand tegenover den man, hoegenaamd niet gewettigd is. Artikel 9 der wet van 25 Ventôse jaar XI, betreffende de *notarieele of instrumentaire* getuigen, zou bijgevolg in dien zin moeten gewijzigd worden.

Evenzoo dienen te worden herzien artikel 11, dat de *attesteerende* getuigen betreft, en artikel 980 van het Burgerlijk Wetboek, dat geldt voor de getuigen *bij de testamenten*.

Om die hervorming tot stand te brengen, zou het desnoods volstaan eenen tekst aan te nemen zooals dien der Italiaansche wet van 9 December 1877 : « Worden ingetrokken al de wetsbepalingen, waarbij het aan de vrouw verboden is, getuige te zijn bij de openbare of private akten. »

Het komt echter verkieslijk voor, om een goede samenordering in te voeren, de wenschelijke wijziging te brengen in de artikelen zelf, zooals dit werd gedaan voor de akten van den burgerlijken stand, te meer daar men in elke dier bepalingen, evenals in artikel 37, de beperkende bepaling zal moeten opnemen, krachtens welke man en vrouw niet tezamen getuigen mogen zijn bij ééne en dezelfde akte. Daar zij, practisch gesproken, dikwijls slechts één persoon uitmaken, is het logisch zich met de betuiging van twee echtgenooten niet tevreden te stellen bij de akten, waarvoor de wet de tegenwoordigheid van twee getuigen

noodig acht ten einde grootere waarborgen te geven dan bij de betuiging van slechts éénen persoon ⁽¹⁾.

I. — Artikel 9 der wet zou dus luiden : « De akten worden verleden voor » twee notarissen ofwel voor éénen notaris bijgestaan door twee getuigen van » *het mannelijk of van het vrouwelijk geslacht, zijnde Belg, meerderjarig,* » bekwaam om te teekenen en hebbende hunne woonplaats in de gemeente waar » de akte verleden wordt. Man en vrouw kunnen echter niet getuigen zijn bij » ééne en dezelfde akte ».

In den vroegeren tekst werd bepaald dat de getuigen « Fransche Staatsburgers » moeten zijn. Daaruit volgde : 1° vooreerst de hoedanigheid van man ; 2° verder het genot van de politieke rechten (zie art. 7 B. W.), waardoor de staat van *meerderjarigen Franschman* werd verondersteld : vreemdelingen konden niet getuigen zijn.

Opdat artikel 10 (nieuw) deze beteekenis zou behouden, was het noodig, terwijl men een nieuwe bepaling invoerde betreffende het geslacht van de getuigen, de woorden : *zijnde Belg, meerderjarig* in den tekst op te nemen (na het weglaten van de woorden *Fransche Staatsburgers*).

II. — Artikel 11 betreffende de attesteerende getuigen zou voldoende gewijzigd worden, wanneer men het zou doen luiden : « De naam, de betrekking » en de verblijfplaats van partijen moeten den notarissen bekend zijn of hun » in de akte worden bevestigd door twee, hun bekende *personen*, die aan alle » vereischten voldoen om notarieele getuigen te zijn. »

Uit deze laatste woorden blijkt zonder tegenspraak dat man en vrouw ook niet getuigen mogen zijn bij ééne en dezelfde akte.

III. — Wat aangaat de getuigen van testamenten, waarvan sprake is in artikel 980, zal het volstaan te bepalen, dat « de getuigen, genomen om tegen- » woordig te zijn bij testamenten, moeten zijn Belg, meerderjarig, zonder » onderscheid van kunne. Man en vrouw kunnen echter niet getuigen zijn van » één en hetzelfde testament ».

De woorden : « het genot der burgerlijke rechten hebbende » kunnen zonder bezwaar weggelaten worden, vermits, naar luid van artikel 8, al de Belgen het genot van de burgerlijke rechten hebben. Buiten het recht, dat het aan de vrouw verleent, blijft de beteekenis van het nieuwe artikel 980 dus dezelfde als die van het vroegere artikel.

Door het aannemen van dit wetsvoorstel zal men een stap verder gaan op den weg, dien de Belgische wetgever sedert enkele jaren — niet zonder omzichtigheid — is opgegaan.

Achtereenvolgens liet hij aan eene vrouw toe, zich aan te sluiten bij eene

(1) KRIEG, *Le Féminisme*, blz. 220.

maatschappij van onderlingen bijstand of bij eene beroepsvereeniging, — verleende hij aan de gehuwde vrouw de machtiging om een eigen boekje ter Spaar-kas te bezitten en daarop geld uit te trekken, om haar loon te ontvangen en daarover te beschikken voor de behoeften van het gezin, — liet hij het opsporen van den vader van het onechtelijk kind toe, — kende hij aan de vrouw de bevoegdheid toe om getuige te zijn bij de akten van den burgerlijken stand, — besliste hij, ten slotte, dat de vrouw zou kunnen deel uitmaken van een familie-raad en met de voogdij belast worden.

Het aannemen van de thans voorgestelde wijzigingen zou ten gevolge hebben, een eind te maken aan een der laatste ongelijke toestanden, welke de vrouw, zelfs ongehuwd, te verduren heeft : het zou weer een stap nader brengen tot wat meer rechtvaardigheid.

En, in practisch opzicht, kan men beweren dat, in sommige bepaalde gevallen, de door het voorstel beoogde uitbreiding ten goede zal komen aan den openbaren ambtenaar, wanneer men dadelijk, zooals bij het opmaken van testamenten, de bij de wet vereischte vier, zes en zeven geschikte getuigen zal moeten vinden.

LÉON MABILLE.

ANNEXE AU N° 59.**BIJLAGE VAN N° 59.**

Proposition de loi ayant pour objet d'accorder aux femmes le droit d'être témoin dans les actes notariés.

Wetsvoorstel tot verleening, aan de vrouwen, van het recht om getuige te zijn bij de notarieele akten.

ARTICLE UNIQUE.**EENIG ARTIKEL.**

Les articles 9 et 11 de la loi du 25 ventôse an XI et l'article 980 du Code civil sont modifiés comme il suit :

De artikelen 9 en 11 der wet van 25 Ventôse jaar XI en artikel 980 van het Burgerlijk Wetboek worden gewijzigd als volgt :

Loi du 25 ventôse an XI.**Wet van 25 Ventôse jaar XI.**

ART. 9. — Les actes seront reçus par deux notaires ou par un notaire assisté de deux témoins, de l'un ou de l'autre sexe, Belges, majeurs, sachant signer, domiciliés dans la commune où l'acte sera passé. Toutefois le mari et la femme ne pourront être témoins dans le même acte.

ART. 9. — De akten worden verleden voor twee notarissen ofwel voor éénen notaris bijgestaan door twee getuigen van het mannelijk of van het vrouwelijk geslacht, zijnde Belg, meerderjarig, bekwaam om te teekenen en hebbende hunne woonplaats in de gemeente waar de akte verleden wordt. Man en vrouw kunnen echter niet getuigen zijn bij ééne en dezelfde akte.

ART. 11. — Le nom, l'état et la demeure des parties devront être connus des notaires, ou leur être attestés dans l'acte par deux personnes connues d'eux, ayant les mêmes qualités que celles requises pour être témoins instrumentaires.

ART. 11. — De naam, de betrekking en de verblijfplaats van partijen moeten den notarissen bekend zijn of hun in de akte worden bevestigd door twee, hun bekende personen, die aan alle vereischten voldoen om notarieele getuigen te zijn.

Code civil.**Burgerlijk Wetboek.**

ART. 980. — Les témoins appelés pour être présents aux testaments de-

ART. 980. — De getuigen, genomen om tegenwoordig te zijn bij testamen-

vront être Belges, majeurs, sans distinction de sexe. Toutefois le mari et la femme ne pourront être témoins dans le même testament.	ten, moeten zijn Belg, meerderjarig, zonder onderscheid van kunne. Man en vrouw kunnen echter niet getuigen zijn van één en hetzelfde testament.
--	--

LÉON MABILLE.

R. COLAERT.

MICHEL LEVIE.

G. HUBIN.

P.-E. JANSON.

